news tank éducation & recherche

L'abonnement à News Tank Éducation & Recherche est payant, merci de respecter la propriété intellectuelle et de ne pas transférer cet article sans autorisation préalable de News Tank Éducation & Recherche.

Université de La Réunion : un consortium de R&I avec les ONR ; les défis à relever (J-F. Hoarau)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Interview n°459659 - Publié le 05/11/2026 à 12:02

Imprimé par - abonné # - le 06/11/2026 à 09:54



L'Université de La Réunion met en place un consortium de recherche et d'innovation avec ses partenaires ONR (Organismes nationaux de recherche), dont la signature sera effective le 17/12/2026, annonce Jean-François Hoarau, président de l'université, à News Tank le 04/11, en marge du congrès annuel de l'Avuf (Association des villes universitaires de France) qui débute le même jour.

« L'objectif sera d'instaurer une véritable politique de site. Cela permettra de coordonner et de mutualiser nos moyens et nos stratégies, mais aussi de moins penser en silos. Rapidement, nous souhaitons dégager une force de frappe pour répondre à des projets européens et internationaux », dit-il.

Parmi ses priorités figure aussi les coopérations dans la région indo-pacifique : « Nous sommes tout juste derrière les Américains en matière d'espace maritime et avons donc un rôle important à jouer dans cette partie du monde. Nous sommes aujourd'hui chef de file du campus franco-indien sur l'IA (Intelligence artificielle) et la santé. Nous avons signé avec des universités malaisiennes et australiennes, etc. Et notre ambition est de nous déployer encore plus avec l'Afrique du Sud ou le Kenya. »

Il revient aussi sur climat interne de l'université, fortement marquée après la suspension de l'ancien président, en octobre 2023 : « Le projet d'établissement a été repensé avec l'ensemble de la communauté universitaire. Je souhaite que nous sortions d'une logique de gestion de crise pour reconstruire une université apaisée, mieux organisée et tournée vers son avenir. »

« Dès la création de l'université, nous avons misé sur la proximité »

L'Avuf a choisi Saint-Pierre pour son premier congrès du mandat. La ville accueille la deuxième implantation de l'université, avec l'IUT (Institut universitaire de technologie), l'UFR (Unité de formation et de recherche) Santé et l'Esiroi (École supérieure d'ingénieurs Réunion Océan Indien). Qu'apporte concrètement l'université au développement du sud de l'île ?

Dans le Sud, nous avons deux implantations majeures. Il y a des filières en tension et le campus du Moufia [à Saint-Denis dans le Nord de l'île] ne peut plus absorber tous les étudiants, d'où l'initiative de délocaliser certaines filières. Aujourd'hui, nous recensons 19 000 étudiants regroupés sur trois sites au total, dont le Moufia, qui rassemble la quasi-totalité des filières de formation, de la L1 (Licence 1) au doctorat.

Notre action est essentielle et, dès la création, nous avons misé sur la proximité, sur un territoire pauvre où la précarité est forte. La population est très dense dans le Sud, d'où cette idée, naturellement, de nous rapprocher des lieux de résidence. Le diplôme d'enseignement supérieur demeure une vraie barrière contre le chômage et la pauvreté, d'où ces implantations sur le territoire, qui permettent de contourner par ailleurs les difficultés de mobilité.

Devant le Sénat en février 2026, vous avez défendu une université présente aux quatre coins de l'île, tout en reconnaissant un modèle qui coûte très cher. Allez-vous devoir renoncer à certaines formations ou à certains sites ?

Cela coûte d'autant plus cher que nous souffrons d'une injustice républicaine inacceptable au regard de nos derniers éléments budgétaires. En comparaison de l'université miroir qu'est celle de Limoges, nous souffrons d'un déficit de 500 postes d'enseignants-chercheurs, et l'encadrement pédagogique est deux fois inférieur à la moyenne nationale. Quant à la dotation de fonctionnement, elle est inférieure de près de 2 M€, ce qui conduit nos étudiants à se mobiliser dans le calme, mais cela peut évoluer si nous n'apportons pas de solutions.

« Notre demande porte sur un rattrapage de 314 postes de titulaires sur 15 ans »

Nous signerons prochainement notre contrat d'objectifs et de performance avec le ministère et avons demandé un début de rattrapage sur l'encadrement pédagogique et le patrimoine immobilier. Notre demande porte sur un rattrapage de 314 postes de titulaires sur 15 ans pour tenir compte des contraintes financières, soit 21 postes chaque année, ce qui n'est pas déraisonnable de notre point de vue.

Notre contrat doit en effet intégrer trois grands défis : intégrer les réformes de santé (+ 1,5 M€ pour la maïeutique assuré par la Région jusqu'à présent, mise en place de la licence pour la santé estimée à 3 155 € par étudiant, soit 1,6 M€), mais également un vrai rattrapage sur les ressources humaines, comme je le disais, et une obligation de remettre aux normes notre immobilier, soit entre 15 et 30 M€.

Qu'espérez-vous du plan de 1 Md€ annoncé par le Gouvernement pour la réhabilitation des bâtiments universitaires ?

Le ministère a donné son accord pour ce montant pour les cinq ans à venir, ce qui représente donc 1 Md€ de manière pluriannuelle pour 50 universités, soit 200 M€ par an. Cela pourrait représenter 4 M€ par an pour notre établissement, loin des 34 M€ nécessaires, mais ce serait un bon début pour réhabiliter notre patrimoine. Nous sommes dans la première liste des universités concernées. Nos besoins sont de l'ordre de 15 M€ (fourchette basse) pour la réhabilitation plus 2 M€ de maintenance par an, une enveloppe indispensable pour faire fonctionner l'université de proximité.

Vous plaidez pour une offre de formation territoriale coordonnée, probablement par la Région. Quel rôle attendez-vous des communes et des intercommunalités, notamment la Civis ?

Le rapprochement avec les collectivités est fondamental et s'inscrit pleinement dans le schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, décidé avant mon arrivée à la présidence. Même si l'Université de La Réunion demeure le premier acteur de l'île avec 75 % de la population étudiante, il était important de concevoir un schéma territorial pour mettre en musique tous les acteurs, privés comme publics.

« Le rapprochement avec les collectivités est fondamental »

La Région s'est emparée de la question. La Civis (Communauté intercommunale des villes solidaires) également : nous rassemblons les acteurs autour d'un projet de territoire qui va de la vie étudiante à l'alimentation, au transport et au logement, des éléments qui dépassent la responsabilité de l'Université. Toutes ces initiatives incitent évidemment les collectivités à investir dans la recherche comme dans l'immobilier. Nous misons sur cette coordination pour la sécurisation de nos sites.

Ici, les difficultés sociales que connaît une partie importante de la population ne nous sont pas étrangères. Nous ne pouvons pas considérer cela comme extérieur à notre mission et devons renforcer notre politique de vie étudiante, en lien avec le Crous (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires), les collectivités et les partenaires institutionnels. Le rapport du Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) [publié 24/03/2026] nous invite à mieux structurer cette politique. C'est un constat que nous devons transformer en action, avec des priorités clairement définies, des partenaires identifiés et des résultats évaluables. Les villes et les intercommunalités peuvent être des partenaires déterminants. Elles disposent de leviers essentiels sur le logement, la mobilité, l'aménagement et l'accès aux services.

Le Hcéres a jugé dans son rapport que la situation de l'université s'était « très sensiblement dégradée ». La Cour des comptes avait qualifié sa situation financière de « dégradée et précaire ». Où en êtes-vous du redressement, et que négociez-vous avec l'État dans le futur Comp ?

Nous avons adopté en juin 2026 les conditions de retour à l'équilibre financier qui intègrent des mesures fortes, notamment sur la masse salariale, ce qui peut être paradoxal par rapport à nos attentes. Nous espérons un retour à l'équilibre après l'exécution de l'exercice 2027.

« Pas de recette miracle face à un déficit structurel de 2 M€ »

Sur le fonctionnement, il n'y a pas de recette miracle face à un déficit structurel de 2 M€. Nous allons davantage explorer l'apprentissage, la formation continue, et créer une fondation partenariale pour collecter des fonds supplémentaires.

Nous sommes toutefois pessimistes sur nos capacités sans l'aide de l'État en ce qui concerne notre fonctionnement, sachant que nous n'arrêtons pas de construire, et ce, sans augmentation des aides depuis de nombreuses années. Dans ce contexte, il devient compliqué d'assurer nos missions.

Le Hcéres a pointé un climat interne durablement dégradé et une administration trop morcelée. Qu'avez-vous changé depuis votre élection ?

Ce que dit le Hcéres est juste et nous avons décidé de faire de ce constat notre feuille de route, sachant que ce constat concerne la période d'avant notre arrivée. La mission d'observation qui avait été désignée dans la foulée va d'ailleurs probablement reconnaître que la situation est désormais plus apaisée et que la nouvelle équipe a rétabli un climat plus serein. Au niveau du CA (Conseil d'administration), nous sommes passés d'une opposition dure, avec des rejets de principe, à un débat serein et constructif.

Nous avons joué la carte de la transparence. En période de dialogue de gestion, nous transmettons tous les éléments afin que chaque acteur puisse avoir les mêmes informations. À notre arrivée, nous avons découvert des situations aberrantes en matière de RH (Ressources humaines), qu'il nous a fallu régler dans l'urgence.

« Nous n'avons plus de vision descendante de la gouvernance »

En CA, nous laissons le temps à chaque membre de s'exprimer et nous prenons en compte les remarques formulées même lorsqu'elles obligent à repenser un projet. Nous n'avons plus de vision descendante de la gouvernance, avec quelques symboles comme la suppression de la voiture de fonction pour le président et de la carte essence.

Aujourd'hui, le projet d'établissement a été repensé avec l'ensemble de la communauté universitaire. Je souhaite que nous sortions d'une logique de gestion de crise pour reconstruire une université apaisée, mieux organisée et tournée vers son avenir.

Comment améliorer la réussite en licence, et faut-il assumer de former des diplômés qui feront carrière hors de l'île ?

La première condition, c'est le taux d'encadrement dont je parlais. Assurer des TD (Travaux dirigés) avec 70 personnes dans la salle de cours n'est absolument pas normal. Nous avons par ailleurs mis en place des parcours de réussite et nous nous rapprochons des milieux socio-économiques pour favoriser les filières professionnelles. Il est vrai aussi que nous préparons nos jeunes à la mobilité internationale, même si cette mobilité constitue un piège quand on évoque la fuite des talents. Cette fuite maintient le territoire dans un état de "mal- développement" économique et social. Il faudrait sans doute préparer le retour de celles et ceux qui se sont expatriés.

Vous estimez que l'université est la mieux placée pour porter la stratégie française en Indo-Pacifique, et vous étiez du voyage présidentiel en Inde en février 2026. Le Hcéres recommande de passer d'une logique de projets à quelques partenariats stratégiques. Lesquels privilégiez-vous ?

Notre priorité doit être de consolider les coopérations qui présentent une réelle valeur ajoutée scientifique et territoriale, notamment dans les domaines de la santé, de la biodiversité, des risques naturels, de l'alimentation durable, des transitions énergétiques et des sciences humaines et sociales. Notre ambition est donc de signer des accords qui ont du sens et dont les retombées sont visibles et quantifiables, avec de véritables perspectives. Nous ne voulons plus faire la course aux signatures.

« Nous ne voulons plus faire la course aux signatures. »

Nous sommes tout juste derrière les Américains en matière d'espace maritime et avons donc un rôle important à jouer dans cette partie du monde. Nous sommes aujourd'hui chef de file du campus franco-indien sur l'IA et la santé. Nous avons signé avec des universités malaisiennes et australiennes, etc. Et notre ambition est de nous déployer encore plus avec l'Afrique du Sud ou le Kenya. Sur l'Inde, il est évident que nous avons des points forts à développer qui contribueront au développement économique, au regard de nos compétences en infectiologie par exemple. Nous insistons sur la signature d'accords scientifiques, et pas uniquement de mobilité étudiante.

Les organismes nationaux de recherche (CNRS (Centre national de la recherche scientifique), Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), IRD (Institut de recherche pour le développement), Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), Ifremer (Institut français

de recherche pour l'exploitation de la mer)) pèsent près de la moitié des effectifs de vos neuf UMR (Unité mixte de recherche). Comment comptez-vous renforcer vos liens avec eux ?

Le fait que les organismes de recherche soient nombreux est une chance et une richesse. Nous avons décidé d'aller plus loin sur les relations avec un lien institutionnel, d'où une politique de site en matière de recherche et d'innovation. D'ailleurs, nous pouvons annoncer la mise en place d'un consortium de recherche et d'innovation, dont la signature sera effective le 17/12/2026, et dont l'objectif sera d'instaurer une véritable politique de site.

La signature aura probablement lieu à Paris, en présence des présidents des ONR et du CHU (Centre hospitalier universitaire). Cela permettra de coordonner et de mutualiser nos moyens et nos stratégies, mais aussi de moins penser en silos. Rapidement, nous souhaitons dégager une force de frappe pour répondre à des projets européens et internationaux.



Jean-François Hoarau

Président @ Université de la Réunion

Professeur des universités @ Université de la Réunion

Parcours

Depuis février 2025	Université de la Réunion Président
Depuis 2016	Université de la Réunion Professeur des universités
2013 - 2021	Université de la Réunion Direction du Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien
2009 - 2016	Université de la Réunion Maître de conférences

Établissement & diplôme

2010 - 2010	Université de la Réunion HDR en Sciences Economiques
N.c. - décembre 2004	Université de la Réunion Doctorat

Fiche n° 53481, créée le 17/02/2025 à 18:34 - Màj le 05/11/2026 à 11:21

Université de la Réunion

Catégorie : Universités

Adresse du siège

15, avenue René Cassin
CS 92003
97744 Saint-Denis cedex 09 France

Général

Date de création	1982
Statut	EPCSCP (Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel)
Tutelles	Ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche
Implantations (dont siège)	Saint-Denis (siège)
Composantes	Cinq UFR (droit et économie ; sciences et technologies ; LSH ; sciences de l'homme et de l'environnement, santé), un IAE, un IUT, un Espé, une école d'ingénieurs, un observatoire des sciences de l'univers.
Présidence	Président : Jean-François Hoarau (élu le 17/02/2025)

Effectifs étudiants

2006-07	10 732
2007-08	10 512
2008-09	11 497
2009-10	11 834
2010-11	11 779
2011-12	11 947
2012-13	12 573
2013-14	12 788
2014-15	12 468
2015-16	13 399
2016-17	13 457
2017-18	13 678
2018-19	14 220
2019-20	16 366
2020-21	18 359

Source(s) : Open Data Esri

Inscriptions principales et secondes (source : Open data du Mesri)

Effectifs de doctorants contractuels

2021-22	25
2020-21	22
2019-20	27
2018-19	25
2017-18	25
2016-17	30
2015-16	9
2014-15	20
2013-14	22
2012-13	21

Source(s) : Open Data Mesri

Effectifs E-C titulaires

2023-24	348
2022-23	340
2021-22	332
2020-21	336
2019-20	334
2018-19	338
2017-18	337
2016-17	324
2015-16	313
2014-15	320
2013-14	320
2012-13	313
2011-12	311
2010-11	298

Source(s) : Open Data MESR

Maîtres de conférences et professeurs des universités exclusivement.

Produits encaissables (M€)

Budget initial 2023	131,6 M€
2022	141,0 M€
2021	130,2 M€
2020	122,3 M€
2019	121,2 M€
2018	114,7 M€
2017	113,9 M€
2016	104,1 M€
2015	104 M€
2014	102,0 M€
2013	99,1 M€
2012	34,8 M€

Source(s) : Open data MESR

Les produits encaissables correspondent aux produits de fonctionnement de l'exercice qui se traduisent par un encaissement (à différencier des produits sans flux de trésorerie). Ils comprennent essentiellement la subvention pour charges de service public et les ressources propres.

Dépenses de personnel (M€)

Budget initial 2023	110,7 M€
2022	113,1 M€
2021	104,3 M€
2020	100,4 M€
2019	100,3 M€
2018	95,0 M€
2017	90,8 M€
2016	84,6 M€
2015	83,5 M€
2014	81,9 M€
2013	81,6 M€
2012	12,6 M€

Source(s) : Open data MESR

Fonds de roulement (en jours)

Budget initial 2023	80,6
2022	54,8
2021	57,0
2020	51,8
2019	41,4
2018	49,1
2017	45,2
2016	46,0
2015	34,0
2014	17,0
2013	7,4
2012	1,8

Source(s) : Open data MESR

Fonds de roulement en jours de charges décaissables

Résultats PIA

PUI (2023)	Valiotech : 3M€ en phase d'amorçage

Fiche n° 2194, créée le 20/06/2014 à 04:08 - MàJ le 05/11/2026 à 11:21

© News Tank Éducation & Recherche - 2026 - **Code de la propriété intellectuelle :** « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »